

LA PRESSE VUE PAR LE SERCE du 16 au 30 juin 2010



ECONOMIE

D'après les prévisions de l'INSEE, **la croissance devrait progresser de 1,4 % de 2010**, après un recul de 2,5 % en 2009. Le deuxième trimestre devrait enregistrer un rebond de l'activité avec + 0,5 % faisant suite au + 0,1 % du premier trimestre. En revanche au cours de la seconde moitié 2010, la croissance plafonnerait à + 0,4 % aux 3^{ème} et 4^{ème} trimestre compte tenu des mesures d'austérité et du durcissement des conditions de financement annoncées.

La Tribune – Les Echos - 24/06/10 - Le Monde – 25/06/10

Le Ministre de l'Industrie, Christian Estrosi, souhaite **réformer la loi du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance** afin de "prévenir les abus qui peuvent exister entre les acteurs d'une filière". Pour ce faire, Jean-Claude Volot, Médiateur des relations inter-entreprises industrielles et de la sous-traitance est chargé de livrer une première analyse avant le 30 juillet. L'objectif est de proposer une nouvelle loi à la rentrée permettant de mettre un terme aux pratiques abusives. Lutter contre les incitations à la délocalisation, les manquements aux relations contractuelles ou la spoliation des droits de propriété intellectuelle permettrait de restaurer la compétitivité de l'industrie française.

www.usinenouvelle.com – 23/06/10 – www.lemoniteur.fr – 24/06/10

D'après une récente étude de l'Agence Internationale de l'Energie (AIE), **il n'y aurait pas d'explosion des besoins pétroliers dans les prochaines années**. Portée par la reprise économique, l'AIE estime que la demande d'or noir frôlera 92 millions de barils par jour en 2015, soit une augmentation de 1,4 % par an. "Dans les prochaines années, le marché du pétrole sera marqué par une capacité de réserves plus confortable que prévu". Selon l'AIE les besoins en pétrole des pays développés vont même se contracter après avoir atteint un pic en 2005 et 2006. Le développement des pays émergents, notamment asiatiques, Chine en tête, compensera la réduction de la consommation des pays développés. D'après l'AIE, les dispositifs et technologies visant à rationaliser la consommation d'énergie mis en œuvre par les pays de l'OCDE commencent à produire leurs effets, notamment le recours de plus en plus fréquent aux énergies renouvelables.

AFP – 23/06/10 - www.usinenouvelle.com – La Tribune – 24/06/10



SOCIAL

Pour favoriser l'**emploi des seniors**, le projet de réforme des retraites prévoit en son article 16 une aide, sous la forme d'une exonération totale de charges patronales, au niveau du Smic, bénéficiant à toutes les entreprises. L'âge plancher d'embauche est fixé à 55 ans. La durée d'exonération projetée est de 12 mois maximum. Les CDI ainsi que les CDD d'au moins 6 mois pourraient en bénéficier. Pour éviter que les employeurs ne se séparent du salarié senior après un an, le ministère réfléchirait à assortir la mesure d'une obligation d'emploi de deux ans, sous peine de devoir rembourser l'aide.

Les Echos – 28/06/10

ENERGIES – TELECOMMUNICATION – ENVIRONNEMENT

En France

Pour **Michelle Bellon, Présidente d'ERDF, l'engouement pour le solaire photovoltaïque menace la sécurité du réseau de distribution électrique**. D'après elle, les risques de coupures au niveau local pourraient, si la production dépasse la demande, provoquer une surtension et engendrer le black out du réseau. ERDF s'attend "à plus de 75 000 raccordements nouveaux en 2010, 120 000 l'année prochaine, 150 000 en 2012", soit "plus de 500 000 producteurs décentralisés raccordés au réseau". **Enerplan et le Syndicat des Energies Renouvelables (SER)** estiment quant à eux le risque inexistant. Se référant à une étude européenne* ils ont souligné que "les réseaux européens actuels peuvent accueillir aisément un grand nombre de sources de production d'électricité décentralisée". D'après Evasol, leader sur le marché français du photovoltaïque, cette même étude atteste que le réseau français actuel pourrait accueillir sans aucun problème jusqu'à 10 % d'électricité produite de façon décentralisée.

*Etude EU-Deep : European Distributed Energy Partnership

AFP- www.lemoniteur.fr – 22/06/10 – www.energie2007.fr – 24/06/10 – www.batiweb.com – 28/06/10

Examiné le 28 juin en séance publique, le Sénat a adopté le texte, très légèrement modifié, du **projet de loi "Grenelle 2"** après son passage en Commission mixte paritaire (CMP). La CMP avait largement amendé le titre premier relatif aux bâtiments et à l'urbanisme. Ces amendements n'ont pas été remis en cause. L'obligation de tenir à disposition le diagnostic technique dès la mise en vente a été supprimée. Le DPE est donc uniquement considéré comme une estimation standardisée de la consommation d'énergie du logement et ne peut avoir de caractère opposable. Sous le titre "Energie et climat", la CMP a décidé d'ajouter une disposition selon laquelle les commissions parlementaires compétentes seraient consultées sur les programmations pluriannuelles d'investissements de la production d'électricité. Par ailleurs, les sociétés d'HLM ne pourront pas bénéficier d'exonération d'impôt sur les sociétés sur le produit de la vente de certificats d'économie d'énergie ou d'électricité photovoltaïque. Enfin la CRE sera tenue de "prendre en compte l'ensemble des objectifs de la politique énergétique".

www.actu-environnement.com – 23/06/10 - **Europ Energies** – 24/06/10 - www.lemoniteur.fr – 28/06/10

Dans le cadre de la Loi du Grenelle 2, à partir du 1^{er} janvier 2012, **tous les baux à usage de commerce ou de bureaux** devront comporter une "annexe environnementale", à partir de 2000 m² de surface de vente. Les bailleurs et les enseignes devront ainsi s'engager par contrat "à procéder à un **relevé de leurs consommations énergétiques réelles en énergie finale**". Le bailleur exigera des **installations d'éclairage performantes** car ce poste représente entre 50 et 70 % des consommations d'énergie d'une enseigne. Il pourra préconiser du matériel ou des **contrats de maintenance** notamment pour les systèmes de climatisation, autre gros poste énergivore. A Montreuil sous Bois (Seine-Saint-Denis), le Cabinet Stratégies Sites et Commerce a signé 8 "baux verts" auprès des enseignes C&A, Camaïeu, Happy, Lissac, Marionnaud, Mc Donald's, Naturalia et Paul installées dans le futur centre commercial Grand Angle qui ouvrira en 2012. Unibail-Rodamco a également signé ses premiers baux verts avec Nature & Découverte pour l'ensemble des magasins existants.

La Tribune – 18/06/10

La Fédération Française du Bâtiment (FFB) a annoncé la création d'un **Groupement des Métiers du PhotoVoltaïque (GMPV)**. Il réunira la Fédération Française des Entreprises de Génie Electrique et Energétique (FFIE), l'Union Nationale de Couverture Plomberie, la Chambre Syndicale Française de l'Etanchéité et l'Union des Métalliers et l'Union des Entreprises de Génie Climatique et Energétique de France. Il sera **opérationnel dès septembre 2010**. Cette nouvelle entité participera à renforcer la maîtrise, par les professionnels, des performances techniques des installations photovoltaïques dans le cadre de la démarche qualité que conduit la FFB. Les premières actions consisteront à accroître la visibilité du savoir-faire des entreprises par la **mise en place de qualifications et certifications adaptées**. Les responsabilités des différents acteurs seront également clarifiées et les assurances correspondantes ajustées. La mise en place de formations sur l'ensemble du territoire accompagnera le besoin de compétences des entreprises.

www.actu-environnement.com – www.lemoniteur.fr - 25/06/10

A propos du projet de loi sur la **nouvelle organisation du marché de l'électricité (NOME)**, Henri Proglgio, PDG d'EDF a expliqué que le prix plancher de cession de l'électricité nucléaire aux fournisseurs alternatifs ne devait pas être fixé en dessous du prix de revient complet, soit au minimum à 42 euros/MWh. D'après Pierre Lederer, Directeur exécutif du groupe chargé du commerce "une hausse des prix de l'électricité en France est inéluctable" pour permettre de financer les investissements qui sont nécessaires à la maintenance des moyens de production et au prolongement de la durée de vie des réacteurs. Par ailleurs il a souligné la nécessité de financer la mise à niveau des réseaux électriques ainsi que le développement des énergies renouvelables. EDF devrait ainsi investir plus de 2 milliards d'euros par an dans le nucléaire dans les années à venir (hors prolongation de la durée de vie des centrales) contre 500 millions d'euros par an les années passées.

www.energie2007.fr –AFP - www.usinenouvelle.com - 22/06/10 – **Europ Energies** – 23/06/10

La Commission des Affaires européennes de l'Assemblée nationale souhaite que les **futures normes européennes pour les véhicules électriques** permettent aux consommateurs de recharger leur véhicule à domicile sans "recourir à un matériel spécifique", soit depuis une prise ordinaire pour la recharge lente. Elle demande à ce que les normes en préparation "soient promulguées dans les délais les plus rapides". Les parlementaires souhaitent également que les textes permettent à l'utilisateur d'un véhicule électrique de "choisir son fournisseur d'électricité". De leur côté les constructeurs européens se sont entendus sur des recommandations pour les futures prises. Selon l'Association Européenne des Constructeurs Automobiles (ACEA) "l'objectif est de parvenir à des normes communes en 2011 au plus tard". Cette initiative vise à limiter le nombre de câbles nécessaires au branchement des véhicules sur les différentes bornes de recharge électrique.

AFP – 23/06/10 – Les Echos – 25/06/10

En mai, **la France a consommé 8 % d'électricité en plus** (soit 2,4 TWh) qu'il y a un an en raison des conditions climatiques qui ont entraîné une utilisation prolongée du chauffage électrique. Sur les 12 derniers mois la consommation d'électricité s'est accrue de 1 %. Côté production, celle des centrales thermiques a augmenté de 61,4 % par rapport à mai 2009 tandis que la part d'électricité nucléaire a reculé de 1,7 % en mai et de 6,2 % sur les 12 derniers mois.

AFP – 17/06/10

Depuis le 29 juin, l'Union Française de l'Electricité (UFE) publie sur le site du RTE " **la puissance disponible prévisionnelle de chaque unité de production de plus de 100 MW, sur un horizon de 3 mois** ". Les prévisions hebdomadaires seront actualisées quotidiennement et chaque semaine pour un horizon de 3 mois. Selon le site du RTE, au 1^{er} juillet, 15 des 58 réacteurs nucléaires français devraient être à l'arrêt.

AFP – 29/06/10

ERDF a publié la **durée moyenne des temps de coupure d'électricité observés au 1^{er} trimestre 2010** en la comparant à celle observée, durant la même période en 2009. Des événements climatiques majeurs (Tempêtes Klaus, Quinten et Xynthia) expliquent les fortes disparités. Au cours du premier trimestre 2010, touchés par la tempête Xynthia, ce sont les départements de l'ouest et du centre de la France qui ont été les plus perturbés: Loir-et-Cher (639 minutes de temps de coupure cumulé), l'Indre (479 minutes), la Charente-Maritime (396 minutes), l'Indre-et-Loire (363 minutes), la Vendée (232 minutes), le Cher (220 minutes) et le Loiret (206 minutes). A l'autre extrémité les départements les plus épargnés par les coupures sont principalement des départements "urbains" où les réseaux sont majoritairement enfouis : Paris (3 minutes), Seine-Saint-Denis et Val de Marne (10 minutes).

www.energie2007.fr – 28/06/10

Michel Mercier, Ministre de l'Aménagement du territoire a annoncé le **financement à hauteur de 30 millions d'euros de 34 projets d'installation de l'internet à haut débit dans les zones rurales** de 25 régions françaises. Cette annonce fait suite à l'appel à projets lancé en octobre 2009 par le gouvernement qui disposait de 30 millions d'euros dans le cadre du Fonds européen Agricole pour le Développement Rural (FEADER). Au total, 61 projets ont été présentés par des collectivités territoriales représentant une demande de subvention totale de 100 millions d'euros. Les collectivités se sont engagées à investir de leur côté 130 millions d'euros supplémentaires pour leur réalisation. Les projets sélectionnés portent sur la résorption ou la réduction des zones dites "blanches" ou "grises" où l'ADSL n'est pas ou peu disponible. Les subventions accordées vont de 267 000 euros pour le projet de la Savoie à 1,2 million d'euros pour ceux de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Guyane.

Les Echos – 24/06/10

Le très haut débit ne paraît pas générer l'engouement des français. Pour 10 logements raccordés, il n'y a qu'un foyer abonné, soit 80 000 à l'échelle du territoire national. Un résultat surprenant et décevant pour Jean-Ludovic Silicani, Président de l'Arcep, l'autorité de régulation des télécommunications. L'absence de contenus et de services spécifiques qui valoriseraient l'apport technologique du très haut débit comparé à l'ADSL explique en bonne partie cette inertie.

Les Echos – 28/06/10

L'Ademe a réceptionné 32 projets candidats au fonds démonstrateur de recherche dans les domaines du captage-stockage de CO₂, des biocarburants de seconde génération, de mobilité décarbonée, de réseaux électriques intelligents, d'énergies renouvelables marines.

www.energie2007.fr – 23/06/10 – www.usinenouvelle.com – 24/06/10

En Europe

Bruxelles. Après deux heures de débat d'orientation sur la **future taxe carbone européenne** , les 27 commissaires européens ont souhaité se donner le temps de la réflexion. L'étude du dossier a donc été repoussée à une date ultérieure, non fixée, en raison du contexte défavorable de crise économique et de l'hostilité des contribuables.

Les Echos – www.enviro2b.com -24/06/10

Espagne. Pour soutenir l'économie, le gouvernement espagnol a décidé de geler le prix de l'électricité en suspendant l'augmentation de 4 % prévue en juillet.

AFP – 24/06/10

REGIONS

Basse-Normandie / Bretagne. Un arrêté déclarant d'utilité publique les travaux de construction de la ligne aérienne de 400 000 volts est paru au Journal officiel. Longue de 163 km, la future ligne "Cotentin-Maine" reliera l'EPR de Flamanville dans la Manche au département d'Ille-et-Vilaine.

Les Echos – www.energie2007.fr - 29/06/10

Ile-de-France. ERDF et la **Chambre syndicale des Entreprises d'Equipement Electrique (CSEEE) d'Ile-de-France** ont signé le 22 juin un partenariat afin de développer les compétences des installateurs électriciens en matière de **raccordement des panneaux au réseau pour le compte d'ERDF**. Jusqu'alors seul ERDF était habilité à ce faire, provoquant des délais d'attente souvent très longs.

www.lemoniteur.fr - www.francebtp.com – 17/06/10

Ile-de-France. Depuis l'automne dernier, la communauté de communes autour de Roissy-en-France (Val d'Oise) a fait installer une quarantaine de **caméras de vidéosurveillance**. Lors du dépouillement des offres le poste "coût" a été analysé de très près. Il faut compter 17 000 € pour installer une caméra de vidéosurveillance. A Roissy, la caméra ne représente que 10 % du coût total et le réseau était peu onéreux car toutes les caméras étaient reliées via une liaison sans fil de type Wimax à un serveur central. Le poste le plus onéreux reste l'intervention sur le réseau électrique pour le raccordement. Sony Professional et l'intégrateur de solution Huard proposent un **dispositif low cost** pouvant être déployé à deux niveaux. Les images sont enregistrées et stockées sur un serveur où elles sont accessibles aux forces de l'ordre en cas de besoin. D'ici 2011 le gouvernement a prévu de tripler le nombre de caméras de vidéosurveillance sur la voie publique.

La Tribune – 22/06/10

Ile-de-France. La première **Société Anonyme d'Economie Mixte Locale (SAEML)** solaire d'Ile-de-France vient d'être créée par la ville de Bussy-Saint-Georges (Seine-et-Marne). La municipalité gardera le contrôle avec 51 % des parts du capital social. La nouvelle entité assurera une prestation de service en énergie renouvelables solaire. Elle équipera de panneaux photovoltaïques les toits de l'ensemble des bâtiments publics de la commune. L'objectif est de fournir, au minimum, 20 % des besoins énergétiques municipaux. Elle entend également décliner son offre auprès des particuliers. La ville de Bussy-Saint-Georges envisage que la SAEML puisse intervenir au-delà du territoire communal pour le compte d'autres collectivités de Seine-et-Marne, voire d'Ile-de-France.

www.lemoniteur.fr – 22/06/10

PACA. La Communauté du Pays d'Aix (CPA) et EDF ont signé une convention destinée à **promouvoir l'efficacité énergétique**. Conclu pour une durée de trois ans, l'accord envisage 4 domaines d'action liés à la maîtrise énergétique, la sensibilisation et la formation, le développement durable des territoires et la communication. Dès 2010 sera établi un programme de sensibilisation des personnels de la communauté et un accompagnement relatif à la rénovation des piscines. EDF accompagnera également la CPA dans la mise en place de son plan climat.

Le Moniteur des travaux publics – 25/06/10

BTP

Le réseau d'une centaine de **Centres de Formation des Apprentis (CFA) du bâtiment** a signé le 21 juin une convention avec l'Etat. L'objet de l'accord consiste à assurer près de 30 % du financement en 2010 d'une campagne de 2,7 millions d'euros destinée à encourager les professionnels du secteur à faire former des apprentis. Parmi les mesures adoptées, il est prévu de recruter "75 développeurs de l'apprentissage", mis à disposition des CFA du BTP, pour freiner la chute des recrutements (-6% en 2009 dont - 16 % au niveau CAP).

Les Echos – 22/06/10

Très affectés par la crise et la chute des commandes des collectivités locales, **les travaux publics redoutent de perdre 45 000 emplois en 2010**. Patrick Bernasconi, Président de la FNTP, envisage une **baisse de 3 % du chiffre d'affaires en 2010**. Après avoir perdu 13 000 emplois en 2009 (dont 4000 salariés et 9 000 intérimaires) le secteur des travaux publics a vu s'envoler de 15 % le nombre des défaillances d'entreprises (redressements ou liquidations judiciaires) au premier semestre 2010 comparé aux 6 premiers mois de l'année 2009.

AFP – 22/06/10 – Les Echos – 23/06/10

NOMINATIONS

Michel Francony, 63 ans, X-Ensaë, succède à Christian Corbé à la présidence de **l'Association Française de l'Eclairage**.

La Tribune – 21/06/10

Pierre Gattaz, 50 ans, Président de la FIEEC remplace Yvon Jacob à la présidence du Groupe des Fédérations industrielles (GFI)

www.usinenouvelle.com – 21/06/10